

Les " sans-papiers ", l'évangéliste et la loi du prix unique

Carte Blanche, Le Soir, 22 juin 2006

Samedi passé, dix mille personnes réclamaient dans les rues de Bruxelles la régularisation immédiate de tous les sans-papiers. Dans la foule, un peu de tout. Des anarchistes, des communistes, des ONG, des syndicats, de simples paroissiens ayant recueillis des sans-papiers dans leur église, un évêque fondamentaliste, etc.... Rien d'étonnant à ce que les chrétiens se sentent concernés. L'évangéliste Matthieu, dans un tableau de fin du monde, dépeint les justes tout étonnés de se retrouver du bon côté : mais seigneur quand avons nous IJuvré pour toi ? La réponse est cinglante : toutes les fois que vous avez accueilli un étranger, c'est comme si c'était moi que vous aviez accueilli. En tout état de cause, il y a accueillir et accueillir. Bien sûr chacun voudrait une administration plus humaine, un service des étrangers digne d'un grand pays moderne, qui ne choisisse plus d'ignorer (" ignorer est aussi un choix " pouvait on lire à la manif). Mais qui est prêt à ouvrir toutes grandes les portes de notre marché du travail ? Telle est en effet la ligne de mire de tout argument sur le sujet. Ces réfugiés, et tous ceux qui vont les suivre suite à l'appel d'air engendré inmanquablement par une régularisation, ne vont-ils pas nous " piquer " nos emplois ?

En matière d'emploi, beaucoup considèrent que notre pays dispose d'un nombre fixe de postes de travail, tout comme un autobus dispose d'un nombre fixe de places assises. Pour donner du travail à une nouvelle personne, il faut qu'une autre sorte du marché du travail, tout comme pour accepter une personne supplémentaire à bord d'un bus bondé, il faut qu'une autre en descende. Ce raisonnement est aussi profondément ancré qu'il est inexact. Pour preuve,

de nombreuses économies (Norvège, USA, Portugal) accueillent beaucoup plus d'immigrants par habitant que la Belgique, et le taux de chômage y est plus bas et n'a pas tendance à augmenter. Si le nombre de postes de travail était fixe, il y aurait bien davantage de chômeurs dans ces pays.

Ouvrir notre marché du travail contribue à réduire les disparités de revenu entre citoyens de pays différents

Donc un afflux de réfugiés ne pourrait pas, à moyen terme, accroître le taux de chômage. Néanmoins il pourrait exercer une pression à la baisse sur les salaires, si toutefois l'accroissement de l'offre de travail était suffisamment rapide pour contrer les effets positifs des gains de productivité que notre pays génère année après année. C'est ici que prend tout son sens le mot accueillir. Il veut dire dans ce contexte que l'on est prêt à consentir éventuellement à une baisse de salaire (ou une hausse moindre) pour permettre aux réfugiés économiques de réaliser leur rêve d'une vie meilleure. Nous nous trouvons ici devant une application de la " loi du prix unique " : si un bien peut circuler librement, la différence de prix entre deux localisations reflétera uniquement le coût de transport entre ces deux lieux. Dans le cas d'une immigration sans limite, la tendance sera à l'égalisation des salaires entre les pays du monde. La différence de salaire entre le nord et le sud se stabilisera au point où l'écart ne sera plus assez important pour " valoir le coup ", à savoir pour couvrir les coûts de la migration : transport, apprentissage d'une autre langue, nostalgie du pays, et éloignement

des proches.

Se pose alors la question de savoir ce que nous voulons. Si le bien-être des habitants du monde nous tient à cœur, nous sommes heureux de voir aujourd'hui l'Asie sortir de la pauvreté à grande vitesse, même s'il faudra encore du temps pour réduire à néant le taux de pauvreté absolue (personnes ayant moins de 1 dollar par jour pour vivre). Toutefois les parents asiatiques d'aujourd'hui savent que le monde sera meilleur pour leurs enfants. L'Afrique quant à elle pourrait bien elle aussi sortir du gouffre une fois sa transition démographique suffisamment avancée, ce que nous promettent les démographes pour dans vingt ou trente ans. En attendant, l'ouverture de notre marché du travail est une manière de contribuer à la réduction des disparités de revenu entre citoyens de pays différents. Y sommes nous prêts ?

David de la Croix
Professeur d'économie à l'UCL